



Nicolas Sarkozy en visite en Charente-Maritime : "le monde bouge, la France doit prendre des initiatives"

vendredi 12 septembre 2008, par [lpe](#)



Le Président de la République, de passage en Charente-Maritime ce jeudi 11 septembre, avait comme objectif d'affirmer sa position concernant le travail et la politique salariale en France.

Après une **visite de la société [Fountaine-Pajot](#), premier constructeur mondial de catamarans**, et dont le PDG, **Jean-François Fountaine** est également premier vice-président socialiste de la Région Poitou-Charentes, c'est devant un auditoire de près de 750 personnes (chefs d'entreprise, élus de

Charente-Maritime) qu'il s'est exprimé à [Châtelailon](#) lors d'une table ronde.



Un rendez-vous dédié à l'intéressement aux bénéfices dans les entreprises, en présence notamment de **Xavier Bertrand**, Ministre du travail, de **Dominique Bussereau**, Secrétaire d'Etat aux transports, également Président du Conseil général de Charente-Maritime et de **Jean-Pierre Raffarin** (qui devrait déclarer sa candidature à la Présidence du Sénat le 21 septembre).

Discours de JF Fountaine et du Président Sarkozy enregistré par la radio SOLEIL DE RE :



Bref, une équipe venue en force pour rappeler que *"l'intéressement est un dividende du travail, mais pas un remplaçant de la négociation salariale"* ; mais aussi qu'une réforme sera initiée très rapidement pour être applicable en 2009 et **inciter les entreprises, quelle que soit leur taille, à mettre en place un intéressement**. 20% des primes versées étant accordés sous la forme de crédits d'impôts.

A l'appui de cette démonstration, des chefs d'entreprise, une salariée, et un syndicaliste d'entreprises telles **ALSTOM**, l'**Imprimerie Rochelaise**, **BDR** ou encore **RHODIA** étaient venus témoigner de leur expérience en la matière : une prime indexée sur la rentabilité de l'entreprise, versée en une ou plusieurs fois, et que les salariés peuvent dépenser immédiatement. *"Le seul inconvénient à ce genre d'outil, c'est qu'il n'est pas un droit acquis et la baisse de rentabilité d'un site peut brusquement priver les salariés de cette prime que beaucoup ont tendance à considérer comme un droit acquis"* nous confiait **Daniel RIDORET**, PDG du Groupe RIDORET, à la fin de cet événement.



Le Président Sarkozy s'est ensuite exprimé sur les réformes et les polémiques en cours, souhaitant notamment :

- que pour les dispositifs d'aide et d'exonération, **ce ne soit plus le statut du salarié (RMI, SMIC...) qui soit pris en compte mais son salaire** (la France compte 1,5 million de travailleurs pauvres),
- que **la formation professionnelle soit réformée** (elle coûte 26 milliards d'euros par an) pour être dédiée à ceux qui en ont le plus besoin ,
- que **les entreprises soient incitées, grâce à un crédit d'impôt de 20% sur les sommes distribuées ou négociées en plus, à mettre en place un accord d'intéressement ou à le renégocier,**
- que **les fonds issus de la participation aux bénéfices ne soient plus bloqués systématiquement pendant 5 ans** mais que leur utilisation soit laissée au libre choix des salariés.

Avant de conclure, pour justifier les chantiers en cours depuis un an de présidence "*le monde bouge, la France doit prendre des initiatives*".

On regrettera simplement l'absence d'échange avec le public : autant de chefs d'entreprise réunis ; face à des élus aussi prestigieux, le débat aurait pu être très enrichissant !

CR.

Ci-dessous **l'interview de Jean Claude Lartigue, Président de la CFTC de Charente-Maritime réalisée par la radio SOLEIL DE RE :**



Crédits photos : Eric Chauvet 06 80 60 28 08